

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 15 septembre 2022
(Convocation du 07 septembre 2022)

Aujourd'hui, le 15 septembre 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	26
• Voix	132
Pouvoirs	
• Nombre	15
• Voix	134
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	41
• Voix	266
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2022 - Ajustement de programme - Fiche n° 36 bis - Travaux de confortement sur le réservoir du Louet

Exposé des motifs :

Les conclusions de l'étude géotechnique du parement amont rendue en juin 2021 ont entraîné une actualisation de la solution de confortement.

A l'occasion de l'adoption du programme d'actions 2022, le comité syndical a délibéré favorablement sur la fiche programme n°36 qui mentionnait un montant estimatif des travaux à hauteur de 1 756 000 € HT.

Sur la base des conclusions de l'étude et afin de réaliser ces travaux, une consultation a été lancée pour le choix du maître d'œuvre.

Ces prestations étaient basées sur les conclusions de l'étude réalisée en juin 2021. Cependant, lors des études préalables à la réalisation de l'avant-projet, les pressions interstitielles du barrage se sont dégradées depuis l'étude initiale et entraînent des modifications de projet.

Les échanges avec les services instructeurs de l'État ont conclu que la solution de confortement initialement retenue lors des phases d'études préalables n'est à ce jour plus suffisante.

Il a donc été proposé plusieurs solutions alternatives à la solution de départ et suite aux échanges préalables à la remise de l'AVP avec les services de l'État en décembre 2021, la solution retenue et reprise dans l'AVP transmis le 7 juillet 2022 pour instruction, reprend en partie la solution initiale mais aussi de nombreux aménagements supplémentaires indispensables à la bonne stabilité et à la pérennité de l'ouvrage dans le temps. Ces travaux permettront de garantir le retour au fonctionnement initial du réservoir en particulier sur la vitesse d'abaissement du plan d'eau. L'estimation nouvelle de ces travaux est de 4 527 000 € HT.

Le montant global de l'opération doit donc être ajusté à 5 200 000 € HT. Ce montant comprend le montant des travaux actualisés, les coûts de maîtrise d'œuvre, les études préalables, les travaux préparatoires ainsi que les diverses études environnementales, coordination SPS et autres frais divers types frais de publicité.

Postes de dépenses	€ HT		
	Premier chiffrage	Inscription sur opération en cours (programme 4521)	Inscription sur opération nouvelle (programme 4522)
Frais de publicité	1 500	2 880	1 870
Mission SPS	4 000		5 820
Maitrise d'œuvre confortement parement	144 000	61 180	290 000
Maitrise d'œuvre confortement galerie	14 200		
Contrôle géotechnique extérieur et études spécifiques	12 000		
Étude environnementale		16 250	
Maitrise d'œuvre travaux lagunage		13 000	
Travaux lagunage			200 000
Provision pêche			25 000
Travaux confortement digue	1 475 000		4 527 000

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Travaux Étanchéité galerie	80 000		57 000
<i>Imprévus</i>	25 300		
TOTAL OPÉRATION	1 756 000	93 310	5 106 690
Prévision coûts actualisés		5 200 000 € HT	

Le plan de financement prévisionnel peut lui aussi évoluer suite au lancement de l'appel à projet de l'Agence de l'eau.

L'Agence de l'eau a lancé au printemps 2021 un appel à projets « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » pour préserver les capacités des réservoirs à vocation de soutien d'étiage (multiusages) qui présentent aujourd'hui des contraintes de gestion en volume ou en débit. Une note d'intention pour le barrage du Louet a été déposée en juin 2021.

Le dossier doit être complété avant le 31 décembre, avec actualisation des coûts sur la base de la remise de l'Avant-projet.

La décision d'aide officielle de l'Agence interviendra au 1^{er} trimestre 2022 mais un financement à 50% sur 3/5 du volume et 70% sur 2/5 du volume semble être envisageable.

Financement Agence de l'eau (50% sur 3/5 du volume et 70% sur 2/5 du volume)	3 016 000 €
Part résiduelle IA, dont :	2 184 000 €
- Département du Gers (14%)	305 760 €
- Département des Hautes-Pyrénées (66%)	1 441 440 €
- Département des Pyrénées Atlantiques (20%)	436 800 €
Total	5 200 000 €

La présente délibération concerne donc le réajustement du coût prévisionnel et du plan de financement de cette action au vu des évolutions du programme de travaux.

Considérant la délibération n° 134/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour relative au programme d'actions 2022,

Considérant la nécessité d'ajuster le programme de travaux de confortement du réservoir du Louet,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche programme n° 36 du programme 2022,
- d'approuver la fiche 36 bis relative au confortement du réservoir du Louet telle qu'annexée,
- d'arrêter à 5 200 000 € HT le coût total prévisionnel de cette opération,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel actualisé,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



- d'autoriser le président à solliciter les financements,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à l'exécution de cette opération.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 15 septembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

FICHE DE PROPOSITION n° 36 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Ressource - sécurité des ouvrages hydrauliques

Intitulé de l'opération :

Réservoir du Louet : confortement du parement amont et étanchéité de la galerie

Zone d'influence :

Louet, Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour

Description de l'opération :

Visite technique approfondie réalisée par le bureau d'études agréé de la CACG en octobre 2016 : observation d'un décrochement au niveau du parement amont (en rive droite, à 6 m en dessous de la cote du plan d'eau normal PEN). Cette situation entraîne une contrainte forte d'exploitation du réservoir en limitant les vitesses d'abaissement du plan d'eau et donc du débit de soutien d'étiage avec mise en place de tours d'eau depuis 2017.

Suite à ce décrochement observé sur le parement amont de la digue, un programme d'investigations géotechniques a été réalisé fin 2017-début 2018.

Sur la base de ces éléments, le bureau d'études agréé a pu actualiser l'étude de stabilité et proposer une solution de drainage global du talus amont de la digue.

Ces éléments ont été présentés aux services de la DREAL (suivi sécurité des ouvrages) mi-septembre 2018.

Par courrier du 2 octobre 2018, la DREAL demande d'apporter des précisions ou justifications complémentaires afin de valider la pertinence de la solution proposée :

- vérifier l'ampleur du glissement (absence de bourrelet en partie basse immergée) par des sondages ;
- compléter le dispositif d'auscultation du parement amont pour acquérir plus de données et réaliser une étude hydrogéologique plus précise qui permettra d'affiner la solution de traitement proposée et de vérifier sa pertinence.

Prestations réalisées fin 2018 :

Des prestations d'investigations géotechniques et d'instrumentation complémentaires ont été définies puis réalisées en fin d'année 2018 dans des conditions financières et un délai restreints, délai notamment contraint par les conditions météorologiques et la prise en compte des statistiques de remplissage pour la campagne 2019.

Ainsi, seule une partie du programme prédéfini a été réalisée : 1 sondage à 24 m avec pose d'un inclinomètre et 3 sondages entre 5 et 11 m pour pose de cellules de pressions interstitielles. Ces investigations et les premières mesures associées aux nouveaux instruments ont conduit à la rédaction d'un rapport d'analyse et d'interprétation, permettant d'affiner en partie les causes du décrochement.

Prestations réalisées fin 2020 :

Initialement prévus en 2109 ces travaux ont été reportés en 2020 suite aux mauvaises conditions climatiques de novembre 2019.

- Sondages et essais de perméabilité,
- Pose d'un inclinomètre au niveau de cette risberme, avec enregistrement automatique compte tenu de son ennoiment la plupart du temps,
- Actualisation des consignes de surveillance, pour prendre en compte le nouveau dispositif d'auscultation et définir les fréquences de mesures pour le prochain déstockage.

Les conclusions de cette dernière étude géotechnique du parement amont rendue en juin 2021 ont permis une actualisation de la solution de confortement. Le montant estimatif des travaux présenté dans la fiche programme n° 36 était de 1 756 000 € HT.

Sur la base de cette étude et afin de réaliser ces travaux, une consultation a été lancée pour le choix du maître d'œuvre.

La Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) a été choisie pour cette mission de maîtrise d'œuvre.

Ces prestations étaient basées sur les conclusions de l'étude réalisée en juin 2021. Cependant, lors des études préalables à la réalisation de l'avant-projet, les pressions interstitielles du barrage se sont dégradées depuis l'étude initiale et entraînent des modifications de projet.

Les échanges avec les services instructeurs de l'État ont conclu que la solution de confortement initialement retenue lors des phases d'études préalables n'est à ce jour plus suffisante.

Il a donc été proposé plusieurs solutions alternatives à la solution de départ et suite aux échanges préalables à la remise de l'AVP avec les services de l'État en décembre 2021, la solution retenue et reprise dans l'AVP transmis le 7 juillet 2022 pour instruction, reprend en partie la solution initiale mais aussi de nombreux aménagements supplémentaires indispensables à la bonne stabilité et à la pérennité de l'ouvrage dans le temps. Ces travaux permettront de garantir le retour au fonctionnement initial du réservoir en particulier sur la vitesse d'abaissement du plan d'eau. L'estimation nouvelle de ces travaux est de 4 527 000 € HT.

Maître d'œuvre :

Objet d'une prestation externe, suivie par l'Institution Adour

Échéance - Délais :

31 décembre 2023

Coût de l'opération actualisée : 5 200 000 € HT

Le montant global de l'opération est de **5 200 000 € HT**.

Ce montant comprend le montant des travaux actualisés, les coûts de maîtrise d'œuvre, les études préalables, les travaux préparatoires ainsi que les diverses études environnementales, coordination SPS et autres frais divers types frais de publicité.



Détail des coûts estimatifs actualisés :

Postes de dépenses	€ HT		
	Premier chiffage	Inscription sur opération en cours (programme 4521)	Inscription sur opération nouvelle (programme 4522)
Frais de publicité	1 500	2 880	1 870
Mission SPS	4 000		5 820
Maitrise d'œuvre confortement parement	144 000	61 180	290 000
Maitrise d'œuvre confortement galerie	14 200		
Contrôle géotechnique extérieur et études spécifiques	12 000		
Etude environnementale		16 250	
Maitrise d'œuvre travaux lagunage		13 000	
Travaux lagunage			200 000
Provision pêche			25 000
Travaux confortement digue	1 475 000		4 527 000
Travaux Étanchéité galerie	80 000		57 000
<i>Imprévus</i>	<i>25 300</i>		
TOTAL OPÉRATION	1 756 000	93 310	5 106 690
Prévision coûts actualisés		5 200 000 € HT	

Par délibération n°2022_B_51 du bureau du 8 août 2022 le premier marché de maitrise d'œuvre a été résilié. La part de prestation réalisées sur ce marché s'élève à 61 179,10 € HT.

Par délibération n°2022_B_52 du bureau du 8 août 2022 il a été décidé de procéder au lancement d'un appel d'offres ouvert pour relancer les prestations d'études et de maitrise d'œuvre sur la base d'un coût estimatif de 290 000 € HT.

Plan de financement prévisionnel :

Le plan de financement définitif devra lui aussi être arrêté suite à la réponse de l'AEAG sur l'appel à projet.

En effet, l'Agence de l'eau a lancé au printemps 2021 un appel à projets « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » pour préserver les capacités des réservoirs à vocation de soutien d'étiage (multiusages) qui présentent aujourd'hui des contraintes de gestion en volume ou en débit. Une note d'intention pour le barrage du Louet a été déposée en juin 2021.

Le dossier doit être complété avant le 31 décembre, avec actualisation des coûts sur la base de la remise de l'Avant-projet.

La décision d'aide officielle de l'Agence interviendra au 1^{er} trimestre 2022 mais un financement à 50% sur 3/5 du volume et 70% sur 2/5 du volume semble être envisageable.



- Dans l'hypothèse d'un financement maximal de l'Agence de l'eau dans le cadre de l'Appel à projets « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau »

Financement Agence de l'eau (50% sur 3/5 du volume et 70% sur 2/5 du volume)	3 016 000 €
Part résiduelle IA, dont :	2 184 000 €
- Département du Gers (14%)	305 760 €
- Département des Hautes-Pyrénées (66%)	1 441 440 €
- Département des Pyrénées Atlantiques (20%)	436 800 €
Total	5 200 000 €

Plan de situation :

